

# **Villiers-le-Bel : ce qu'écrivait Riposte Laïque en 2007 n'a pas pris une ride...**

*Ce samedi, à Villiers-le-Bel, un scooter est entré en collision avec une voiture de police. Cette fois, il n'y a pas deux morts, mais deux blessés, dont l'un sérieusement. Immédiatement, les ingrédients du scénario de fin novembre 2007 sont remis à l'ordre du jour. Population qui joue la stigmatisation, policiers immédiatement accusés, tentatives de violences contre les forces de l'ordre, début de vandalisme... Pour éviter l'émeute qui se profile, le nouveau ministre de l'Intérieur va d'abord voir le blessé, et sa famille, et demande une enquête, ne protégeant même pas ses hommes. A l'heure où nous mettons en ligne cet article, nous ignorons si les événements dégènereront dans les heures ou les jours qui suivent. Mais le fond du problème demeure, et cet article, écrit par Guylain Chevrier le 1er décembre 2007, suite aux violentes émeutes qui avaient vu des policiers se faire tirer dessus à balles réelles, n'a hélas pas pris une ride, au contraire...*

<http://www.fdesouche.com/305772-ca-chauffe-a-villiers-le-bel>

## **Les émeutes de Villiers-le-Bel, symbole d'une négation de la République**

Posted on [26 décembre 2007](#) by [Guylain Chevrier](#) – Article du n° 020

Le 25 novembre dernier vers 18h 30, on apprenait qu'en fin

d'après midi s'était produit un accident de la route entre une voiture de police et une mini-moto sur laquelle se trouvaient deux adolescents qui étaient décédés des suites de leurs blessures. Il devait s'en suivre deux nuits d'émeutes avec un quartier aux mains d'une centaine de jeunes émeutiers faisant preuve d'une violence inouïe avec tire de fusil sur les forces de l'ordre, cassant et brûlant tout sur leur passage. Une situation contaminant cinq autres communes du Val-d'Oise, sous le signe de la promesse d'une inscription écrite sur l'autoroute A1 : « Vengeance pour Villiers-le-Bel. » La police devait se contenter de contenir la situation avec en arrière plan un discours médiatique et politique, de l'apitoiement au soutien justifiant ce qui était identifié à une révolte légitime des banlieues discriminées, même lorsqu'elle était condamnée dans les formes... La police toujours suspectée de bavure raciste, sur fond de présumé d'une République discriminante néo-coloniale, se retrouvant à devoir rendre des comptes avant même de s'interroger sur le fait que les deux adolescents, au lieu d'être chez eux à faire leurs devoirs, tournaient dans leur cité sur une mini-moto interdite à la circulation à vive allure sans casque. Un accident tragique, exploité de tous bords de façon indécente sur le thème des discriminations derrière lequel se cachent de tous autres enjeux. Sous-jacent à ce climat idéologique, c'est une société française dans son rapport à ses valeurs républicaines qui a été ici profondément remise en cause, dont l'analyse critique est de première importance pour ceux qui ont la laïcité et le combat pour l'égalité au cœur. La scandaleuse justification des actes de ceux qui cassent et brûlent

Sous le titre « Villiers-le-Bel de la mort à la rage » un article paru en ligne sur le site du Monde Diplomatique montre à nu les mécanismes idéologiques qui justifient les actes de ceux qui cassent et brûlent, reflétant une lecture qui va du PCF au gauchisme en passant par les Bobos en mal de grande cause à la recherche d'une bonne conscience : « Que s'est-il passé dimanche après-midi à Villiers-le-Bel ? Le choc entre une voiture de police et une mini-moto, dans lequel deux adolescents, Moushin et Larami, ont trouvé la mort, a-t-il résulté d'un accident ou d'une « bavure » policière ? Comme c'est souvent le cas, ces décès suspects ont provoqué la colère des jeunes du quartier où ils se sont produits, avec

voitures brûlées et violences contre pompiers et policiers. Ainsi avait également commencé, le 27 octobre 2005, la « révolte des banlieues ». « On nous traite comme des bougnoules », criait, au beau milieu de l'émeute, le frère d'une des victimes. Mais au-delà de la rage contre le comportement, jugé raciste, des forces de l'ordre, c'est toute l'injustice de la ghettoïsation et des discriminations qui est en cause... » Voilà la machine antirépublicaine mettant en branle ses engrenages bien rodés. Toute une série d'arguments plus fallacieux les uns que les autres sont avancés pour donner chaire à cette thèse d'une bavure raciste reflétant une république indigne, et nous faire tout oublier de la situation réelle en cause.

D'emblée, dès les premiers témoignages, ce qui est retenu c'est l'idée que les policiers auraient abandonné après l'accident comme des lâches les deux jeunes à leur sort, thèse reprise partout par les médias. Soi-disant, de nombreux habitants reprochent alors aux policiers de ne pas avoir immédiatement porté assistance aux deux blessés. « Une deuxième équipe de policiers est venue récupérer leurs collègues. Mais ils ont laissé les deux gamins sans rien faire », témoigne Younès B., 31 ans, cité par Le Monde. On dit alors que le soupçon de non-assistance à personne en danger attise les tensions dans le quartier, en fait, on manipule les événements de telle façon à justifier les violences.

Puis une autre information arrive qui aurait dû mettre les choses à une meilleure place. Un autre témoin interrogé par Libération, explique : « On est tout de suite descendu, avec ma cousine qui est infirmière à l'hôpital, pour essayer de ranimer [les deux jeunes] ». Il dit avoir vu « un policier complètement hagard, qui boitait. Deux autres essayaient de réanimer un des jeunes, le quatrième parlait au téléphone ». Ce n'est que plus tard, et en raison de la tension qui s'est immédiatement installée sur les lieux de l'accident, que les policiers ont été emmenés en voiture par des collègues arrivés sur les lieux. Ça change tout, mais rien à faire, la première

thèse a la peau dure et continue d'être reprise en continue d'être relayée dans la plupart des médias à côté des informations qui l'infirmement pourtant.

Lundi 26 novembre, ans une salle communale de Villiers-le-Bel, un homme qui se présente comme « le cousin de Moushin », demande au nom des familles des deux victimes, que « justice soit faite, dans le calme et la sérénité ». Il a précisé que les familles avaient choisi pour avocat Me Jean-Pierre Mignard, l'avocat des familles des deux adolescents de Clichy-sous-Bois, « décédés en octobre 2005 dans un transformateur électrique après avoir été poursuivis par des policiers » tel que le rapporte le journal Le Monde.

Mais comment dans ces conditions faire croire que cet appel à la sérénité peut-être entendu alors que celui-ci procède d'une demande solennelle que « justice soit faite », avec une certaine mise en scène publique, qui contient par essence dans le climat qui règne la suspicion que soient couverts une bavure raciste, le recours à l'avocat des familles des deux jeunes décédés dans un transformateur en 2005 faisant symboliquement d'emblée le parallèle d'une mise en accusation de la police.

## **Une héroïisation et une impunité des émeutiers tournée contre la population des quartiers**

Pourquoi les interrogations ne se font-elles qu'à sens unique ici, et relayées comme telles par les médias ou des maires socialistes qui appellent au calme, centrant leurs discours sur le retour de la police de proximité censée faire des miracles qu'ils n'ont pas faits lorsqu'ils étaient au pouvoir, sans rien évoquer de cette responsabilité pourtant manifeste des jeunes eux-mêmes à se mettre ainsi en danger sans parler de celle des adultes référents censés avoir autorité sur eux. Une attitude qui fait barrage à une invitation pourtant

absolument nécessaire à la prévention vis-à-vis de l'usage de ce genre de deux roues, principal pourvoyeur des accidents mortels chez les moins de 16 ans, dont l'usage constitue malheureusement la banalité des nuisances du quotidien de la vie en cité.

Cette volonté de faire de cet accident un acte criminel raciste contre les deux jeunes gens, d'induire de façon révoltante une volonté des policiers de les tuer, justifie toutes les transgressions de ces jeunes en en oubliant le moindre discernement à exposer à la fois ces derniers, ainsi encouragés à détruire en se mettant en danger dans des affrontements avec la police, mais aussi reflétant un mépris incroyable pour les habitants de ces quartiers parmi lesquels il n'y a aucun nanti, qui voient leurs voitures, les écoles où les bibliothèques où vont leurs enfants, des services publics utiles à tous, des entreprises et des commerces de proximité où travaillent les jeunes du quartier, brûler.

L'irresponsabilité atteint des sommets dans un article du journal Le Monde signé Ariane Chemin et Mustapha Kessous, paru dans le 28 novembre dernier, qui héroïse littéralement les casseurs en contant leurs exploits sur le mode épique, faisant d'enfants de 10 ans jetant des cocktails Molotov couverts par les grands-frères les nouveaux gavroches d'aujourd'hui, incitant par là-même à une mise en danger d'enfant, rien de moins pour se donner bonne conscience à peu de frais compassionnels à travers cette mise en scène honteuse qui encourage des violences mise au compte, en filigrane, du leurre d'un acte révolutionnaire.

Dans le même article on explique qu'une centaine de jeunes s'affrontaient à la police tout en affirmant croire y avoir vu, rien de moins que la jeunesse de Villiers-le-Bel dans la rue. Dans d'autres commentaires on pouvait aussi savoir que certains de ces jeunes n'étaient même pas de Villiers-le-Bel. En réalité, il ne s'agit que d'une toute minorité d'individus qui ne reflètent ni la jeunesse, ni la banlieue, ni leur cité,

mais une frange de jeunes qui ont accumulé les ruptures et n'attendent qu'une étincelle pour enflammer les poudres d'autant plus qu'ils se savent dans une sorte d'impunité, depuis novembre-décembre 2005 où les policiers se contentaient de contenir les violences et de prendre des coups comme aujourd'hui. On comptera ainsi des dizaines de blessés dont certains gravement du côté des forces de l'ordre et pas un du côté des jeunes.

Pourquoi les CRS, sans retenue, chassent au même moment des milliers d'étudiants avec perte et fracas des facs occupées, comme ils le font aussi avec les ouvriers qui osent occuper leur usine ? Là, bizarrement on ne fait pas de détail, alors que dans un quartier on laisse une centaine de jeunes voire deux cents selon les sources, détruire tout sur leur passage. De quoi encourager un peu plus à ce jeu de guérilla urbaine ceux, pour beaucoup des mineurs vis-à-vis desquels les sanctions judiciaires ne sont jamais que des mesures éducatives, qui se sentent tout-puissant et dans une impunité totale.

Des jeunes qui vont pouvoir ainsi continuer de faire régner leur ordre sur la cité après le départ de la police, se sentant encore renforcés dans l'idée que le quartier leur appartient, créant un sentiment de crainte voir de peur des habitants contraints de se plier avec mutisme à cet état de fait. C'est eux que la république abandonne, auxquels on ne donne pas la parole parce que la question n'existe pas pour les journalistes qui veulent fallacieusement voir les habitants solidaires des casseurs. Dans le discours général sur cet accident, on sent bien que l'on cède à une volonté de ces jeunes émeutiers de le faire rentrer dans leur schéma de lecture, qui entend faire d'eux des victimes de la société pour justifier délinquance et violences.

Comment veut-on demain que les jeunes d'autres quartiers ne fassent pas la même chose, ne pratiquent pas cette sorte de sport que représente pour de plus en plus de jeunes en

difficultés de tous ordres, l'irrespect envers toutes les institutions qui représentent la république, la France, ses valeurs.

## **Le mythe d'une république discriminatoire pour tuer toute résistance collective**

Ce laxisme du pouvoir politique est bien calculé vis-à-vis de ces jeunes essentiellement issus de l'immigration, ultra-minoritaires y compris dans la population d'origine immigrée elle-même, désignés faussement comme porte-parole des banlieues, désignés tout particulièrement comme victimes de discriminations raciales qui habiteraient la République.

Derrière ce choix de traiter les problèmes de la banlieue en les identifiant à une situation de discriminations raciales et géographiques, il y a le but d'éviter d'aborder les vrais motifs des problèmes économiques et sociaux qui frappent un peu plus chaque jour les milieux populaires qui y habitent, quelle que soit l'origine des habitants. Dans cette volonté de reconnaître une représentativité à ces jeunes et à leur discours victimaire, il y a celle d'interdire toute voie d'accès à une prise de conscience collective qui mettrait le doigt sur les causes des inégalités économiques et sociales, cette politique au service de la loi du marché qui ne bénéficie qu'aux riches, que la droite et la gauche gouvernementale n'ont jamais remise en cause.

On comprend le large spectre du consensus de cette lecture truquée de la situation dans laquelle se trouvent impliquées les banlieues populaires. On y préfère de loin les bandes pour faire écran, à travers leur discours victimaire et nihiliste, à toute résistance organisée et force de proposition contre le système qui crée la pauvreté dans laquelle tous se retrouvent. On voit à quel point les jeunes que l'on présente comme révolutionnaire ne sont en réalité qu'au service, jusqu'à à travers leurs violences, de l'ordre établi.

# Défendre l'identité de la France et ouvrir la voie à une autre société pour tous

On parle de quartiers laissés socialement à l'abandon pour encore justifier l'injustifiable et des réponses ciblées sur la question des discriminations. Faux, le quartier qui s'est enflammé avait tous les équipements utiles, dommage qu'on les ait brûlés, il y avait toute une politique d'accompagnement social et éducatif mise en œuvre, des droits sociaux normalement exercés dont il faut rappeler qu'en France ils sont supérieurs à tous les autres systèmes de solidarité connus à l'étranger, et ceci au bénéfice de tous, quelle que soit l'origine des familles.

Les problèmes viennent donc d'ailleurs, pour une part, d'une concentration de la population immigrée avec des familles nombreuses qui sont en grande difficulté vis-à-vis d'un processus d'intégration où les incompréhensions, les litiges grandissent. Les deux jeunes seront enterrés dans leurs pays d'origine, ont exprimé leurs familles, ce qui malheureusement en dit long sur la perception qu'elles ont du pays où elles vivent, et n'est pas sans poser problème dans l'exemple ainsi donné aux autres jeunes.

S'il y avait le plein emploi, sans doute que la moitié des problèmes seraient réglés, mais il faudrait aussi sortir d'un repli communautaire de plus en plus prégnant qui pousse à une vision haineuse de la France avec un rejet pur et simple de l'intégration et un racisme anti-français trop souvent revendiqué où on se trompe vraiment de cible. Mais dans cette concentration qui s'accroît, il faut aussi y voir le désir de plus en plus de familles de quitter les lieux devenus invivables, en raison même des phénomènes de bande qui s'y développent dans un climat de complaisance au communautarisme.

Dans ces quartiers, depuis longtemps la laïcité est en recul.



Le communautarisme y gagne chaque jour du terrain, dont le développement du port du voile est un signe flagrant qui en dit long sur la volonté de se mettre à part puis d'accuser de discrimination, tout en revendiquant des droits spécifiques contre le droit commun, contre les valeurs de la république de liberté, d'égalité et de fraternité qui sont directement visées ici. Il existe un climat général dans ce domaine récupérant le moindre événement presque naturellement, d'autant que les politiques de tous bords, n'ont cessé depuis des années de pratiquer le clientélisme politique jusqu'à la discrimination positive promise par Sarkozy.

Une situation désastreuse pour les quartiers où vivent ces jeunes et pour ces jeunes eux-mêmes pour lesquels c'est un piège qui se referme sur eux et les stigmatise, les enferme dans des colères erronées, qui ne servent en définitive qu'à justifier l'ordre établi, celui d'un capitalisme conquérant qui les fait passer par perte et profit.

Ce qu'il faudrait pour sortir de ces maux, c'est rendre mieux visible aux yeux de tous et de ces jeunes particulièrement, toute la valeur de la France, celle de ses grands acquis sociaux et de ses services publics conquis de hautes luttes, celle de la qualité de son vivre ensemble grâce à une république laïque et sociale qui favorise le mélange au lieu des mises à part...

Mais ce qui fait cruellement défaut, c'est un projet de société digne de ce nom poussant jusqu'au bout les valeurs de la République, périmant toute idée d'une fin de l'histoire sous le signe du libéralisme, capable de porter au-dessus des différences l'intérêt de tous pour un nouveau sens du bien commun, redonnant une foi collective dans des lendemains qui chantent.

*Guylain Chevrier*

Historien

Samedi 1er décembre 2007, paru dans le numéro 16